

UN NOUVEAU CALIPHAT DANS LE LEVANT?

Quelques remarques.

INTRODUCTION

Depuis plus ou moins un an, la montée en puissance fulgurante du mouvement terroriste "Etat Islamique" (EI) a provoqué des ondes de choc dans le monde entier. Le fait qu'ils ont créé un nouveau califat basé sur un régime sanguinaire, ajoute encore à la panique. Face à ce phénomène la communauté internationale semble paralysée et la décision des Etats – Unir d'appuyer une résistance anti – EI avec des bombardements aériens est loin d'être susciter l'unanimité dans nos pays. Dans cette contribution j'essaye d'analyser l'idée d'un caliphats islamique et de mieux cerner son intérêt pour nous. Enfin, j'essaye d'établir un lien avec la situation actuelle au Moyen Orient pour finir avec quelques conclusions.

L'HISTOIRE DU CALIPHAT

Avant d'entrer au vif su sujet, il faut bien tenir en tête trois choses: De un, depuis la mort du prophète Mahomet en 632 jusqu'en 1924, année pendant laquelle Attaturk a ignoblement chassé le dernier caliphe (donc presque 1300 ans), une grande partie du monde musulman, dite "Oumma", a été gouvernée par un caliphe. Autant dire que le concept d'un caliphats n'a, en fait, rien de nouveau et que nous ne devons pas forcément le craindre. Le deuxième élément est que, chaque caliphe, quelle que soit la dynastie à laquelle il appartienne, a concentré dans ses mains, la magistrature suprême supême religieuse autant que temporaire. Enfin, la perception musulmane que le monde occidental, dans un esprit de haine et de croisade contre l'Oumma, a délibérément aidé Attaturk à se débarrasser du dernier caliphe ottoman, est pour une large partie à la base du terrorisme musulman.

LA PERTINENCE D'UN CALIPHAT MODERNE?

Plus ou moins tout le monde s'accorde de dire que le caliphats tel qu'il est incarné par l'EI actuel, est une chose diabolique et inhumaine. Les idées sont plus divergentes cependant quand on touche le principe même de l'existence d'un caliphats. Du fait de nos traditions de séparation de l'église et l'état, nous avons des difficultés à concevoir qu'il puisse y avoir une communauté ou structure où le chef religieux est également le détenteur du pouvoir temporel. Cependant, moi je suis de ceux qui sont ouverts à l'instauration d'un nouveau caliphe et cela pour deux raisons: De un, jusqu'à maintenant, aucune autorité musulmane reconnue à l'échelle mondiale n'a levé la voix pour condamner les actes barbares de l'EI. Pourquoi? Simplement parce que cette autorité n'existe pas. Les musulmans n'ont personne du niveau, par exemple, d'un pape qui puisse parler au nom de presque tous les croyants. Or, un caliphats, héréditaire ou pas, peut combler cette lacune. De deux, la restauration d'un caliphats, de préférence en terre arabe rendrait à ceux – ci une partie de la dignité qu'ils ont perdue avec la chute de l'empire ottoman et la création de l'état d'Israel. Maintenant, est – ce qu'un nouveau caliphe à Bagdad, Damas, le Caire ou encore à Istanbul va pouvoir en un seul tour de main éliminer l'extrémisme musulman? Bien sûr que non, mais il pourra le condamner et ôter aux terroristes toute légitimité religieuse. D'ailleurs, au même titre que le terrorisme, d'autres problèmes continueront également à exister. Les chiites, par exemple, n'ont reconnu que les 4 premiers caliphes. Après ils se sont détournés du courant majoritaire de l'islam et l'antagonisme entre les deux tendances n'est pas prêt à disparaître.

LE CONFLIT ACTUEL EN SYRIE ET IRAQ

De nos jours, il est devenu bon ton d'accuser les Etats – Unis de tous les maux d'Israel. Cela donne parfois lieux à des propos déplorables du style: "Qu'ils se débrouillent", voire pire. Même si dans les faits, les américains ont sciemment ou inscivement tout fait pour attirer l'ire d'une bonne partie du monde, force est de constater que

dans ce cas – ci les accusations contre les Etats – Unis ignorent superbement la dynamique des atagonismes régionaux. Pour moi, trois processus, largement ignorés de l'Occident, régissent le Levant. Le premier parmi eux est le fait que les frontières actuelles des pays arabes sont un non sens d'un point de vue historique, politique et humain (parce qu'il empêchent la transhumance naturelle des bédouins). Le deuxième processus est le système clanique, voire pseudo – dynastique dans le monde arabe, et le troisième facteur est le sectarisme religieux. Le monde arabe est majoritairement sunnite et son ennemi de tous les siècles, l'Iran, est largement chiite. Ce n'est pas une coïncidence si les pays qui souffrent le plus de ces guerres fratricides, sont des pays où vit une majorité ou forte minorité chiite.

Je ne vais pas trop m'étendre sur le problème des frontières. Je voudrais par contre étudier un peu plus en profondeur le processus dynastique, parce que celui – ci contribue aussi à l'antagonisme arabo – turc. On a beaucoup parlé dans le temps de la succession quasi – dynastique du Président Bachar el – Assad et il était notoirement connu que Saddam Hussein nourrissait les mêmes idées quant à sont fils Uday et puis Qusay. Cependant, le protagoniste par excellence de la politique dynastique est et reste l'Arabie Séoudite. Non seulement les princes de la Maison d'Al Saoud détiennent toutes les positions clefs à l'intérieur même du royaume, mais une politique délibérée d'alliances matrimoniales aggrandit leur clientèle et leur influence loin au delà des frontières du pays. Il serait gênant de nos jours de vouloir agrandir le territoire saudi par des moyens militaires. Par contre on peut élargir son influence dans l'espoir d'en faire un début d'une unification politique ultérieure et les mariages dynastiques, surtout dans un monde polygame, se prêtent à merveille à ce genre d'expériences. Cette politique a été utilisée avec beaucoup de sagesse et succès par le fondateur du royaume et elle a été reprise par le roi Abdullah qui rayonne d'énergie malgré ces 90 ans. Ce dernier appartient via feu sa mère au tribu puissant des Shammars dont les sheikhs occupent des postes de premier ordre en Iraq, en Syrie et d'un moindre niveau en Jordanie. Un ancien président iraquien et un des grands chefs d'opposition en Syrie sont des Shammars. Le roi lui – même a renouvelé l'alliance avec ce tribu en épousant plusieurs de ses princesses. Le prince Moqsin, son héritier présomptif, a fait exactement de même. Il serait erroné de considérer ce genre d'alliances comme anecdotique et tout juste bon pour la presse jaune. Il fait au contraire partie du grand jeu politique dans le monde arabe.

Regardons maintenant le “problème” iranien. Celui-ci peut être résumé de façon relativement succincte. Avant tout les ayatollahs tentent de survivre et afin d'y arriver un moyen très commode et pratique est d'affaiblir l'adversaire. C'est exactement ce qui est en train de se passer. L'inimitié sournoise qui existait déjà entre sunnites et chiites sur la péninsule arabe a été attisée en fomentant des revoltes dans des pays où localement les chiites sont bien implantés. On a vu cela en Arabie séoudite de l'est en 2013 ainsi qu'en Bahrein et on le voit maintenant en Iraq et Syrie.

Enfin, il y a encore la Turquie. Depuis le démantèlement de son empire elle s'est toujours méfiée du monde arabe qu'elle considère comme un univers régi par la trahison. De surcroît, la Turquie comme ex – centre du dernier califat sunnite, voit avec horreur comment la secte chiite minoritaire des Alaouites s'est emparée du pouvoir en Syrie dans la personne de la famille Assad. Pour celle le régime des Assad est un injure qui crie à la vengeance. Mais elle craint surtout autre chose. Depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003, les Kurdes iraqiens ont créé un état quasi – indépendant sous la famille des sheikhs Barzani au Nord de l'Iraq. La Turquie voit toute cette évolution d'un très mauvais oeil et ne craint pas sans raisons que ses propres kurdes ne se fassent “infecter” par l'exemple iraquien. Elle fera donc tout pour influencer le cours des événements, tant en Iraq qu'en Syrie. Si en faisant cela elle peut de plus emboîter le pas à l'ennemi héréditaire saudi elle s'en réjouira davantage.

LA COALITIO ANTI – IS

Est – il maintenant opportun pour des pays comme les nôtres de joindre l'alliance anti – EI sous la conduite des Etats – Unis? Il est vrai que beaucoup de questions s'imposent. On parle par exemple d'un appui militaire et de livraisons d'armes à l'opposition dite “modérée” contre Assad. Qui peut définir le terme “opposition modérée”? En quoi se distingue-t-elle de l'opposition non – modérée? Et surtout, comment empêcher que les armes des

modérés ne tombent dans les mains des radicaux. A ces questions il n'y a pas de réponse, si justifiées que soient-elles. L'EI recrute mondialement (on estime le nombre de mercenaires étrangers dans ses rangs entre 12000 – 18000) et il serait inouï de laisser la tâche de l'affronter aux seules forces armées iraqiennes ou kurdes. Ceux qui parlent de dialogue ou d'attaquer la "vraie cause" du terrorisme, n'ont rien compris de la nature fondamentale diabolique de l'EI. Si nous ne l'arrêtons pas maintenant, d'ici quelques années, nous autres, européens, nous allons payer en contantes pour notre faute.